



Mayotte à l'horizon 2011

Le 23 novembre 2010, l'Assemblée nationale a définitivement adopté les deux projets de loi qui feront de Mayotte le 101^e département français. Mayotte sera la première collectivité unique de l'article 73 de la Constitution, à la fois département et région d'outre-mer à compter du prochain renouvellement du Conseil général, en mars 2011.

Le partenariat CEROM publie à cette occasion une étude synthétique intitulée « Mutations et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation ». A la lumière de l'expérience des DOM, elle esquisse une réflexion sur les conséquences économiques de la politique de rattrapage menée dans le cadre de l'évolution institutionnelle.

Cette étude est disponible en téléchargement sur notre site Internet (www.iedom.fr) Mayotte – Publications-Etudes CEROM

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Conseil de surveillance de l'IEDOM

Le Conseil de surveillance de l'IEDOM s'est réuni le 23 novembre 2010 à Cayenne sous la présidence de M. Didier Bruneel, représentant du gouverneur de la Banque de France, et en présence de M. Yves Barroux, directeur général de l'IEDOM.

Le Conseil a passé en revue l'activité de l'IEDOM en 2010. L'état d'avancement du plan de continuité d'activités a été présenté. Le Conseil a par ailleurs examiné l'exécution du budget de l'IEDOM pour 2010 et voté les budgets pour 2011.

Le 24 novembre, une réunion économique s'est tenue avec la participation de personnalités appartenant à la sphère publique et au secteur privé. Cette séance de travail a été dédiée à l'analyse de l'économie guyanaise et notamment, sur la base d'un exposé du directeur local de l'INSEE, à l'impact de l'évolution démographique sur cette économie.

Outre-mer

1 – Crédits de la mission outre-mer

L'Assemblée nationale a adopté les crédits de la mission outre-mer pour 2011. Ils s'élèvent à 1,98 milliard d'euros en crédits de paiement, en baisse de 2,3 % par rapport à 2010. Les crédits de la mission outre-mer représentent une faible part de l'effort global de l'Etat pour l'Outre-mer (16,2 milliards d'euros).

Les députés ont également adopté l'amendement du Gouvernement relatif à la cession gratuite des terrains de l'Etat pour la construction des logements sociaux.

2 – Commissaires au développement endogène

Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'Outre-mer, a présenté, le 23 novembre 2010, les trois commissaires au développement endogène : MM. Bernard Couteaux (La Réunion et Mayotte), Christian Claudon (Guyane), Jean-Rémy Cauquil (Antilles).

La fonction de commissaire au développement endogène a été créée par le Comité interministériel de l'Outre-mer pour une durée de trois ans et placée sous l'autorité de la ministre. Chaque commissaire sera chargé dans son territoire d'affectation de développer les productions locales, en structurant les filières, et de favoriser l'insertion économique des territoires de l'outre-mer dans leur environnement régional. Ils seront également chargés d'étudier les conditions d'un développement endogène. A cette fin, un fonds d'étude doté de 2 millions d'euros a été décidé dans le budget 2011.

Comptes nationaux trimestriels

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume progresse de 0,4 % au troisième trimestre 2010 après 0,7 % au deuxième trimestre. La croissance de la consommation des ménages accélère (+ 0,6 % contre 0,3 %). Celle de la formation brute de capital fixe (FBCF) ralentit (+0,5 % après 0,9 %), avec l'investissement des sociétés non financières qui décélère et l'investissement immobilier des ménages qui accélère.

Les exportations progressent de 2,5 % (après 2,6 % au trimestre précédent) et la croissance des importations est en hausse à 4,1 % (contre 3,9 %). La variation des stocks contribue à hauteur de 0,3 point à la croissance (après 0,6 point).

Publications

Quelle garantie pour vos dépôts ?

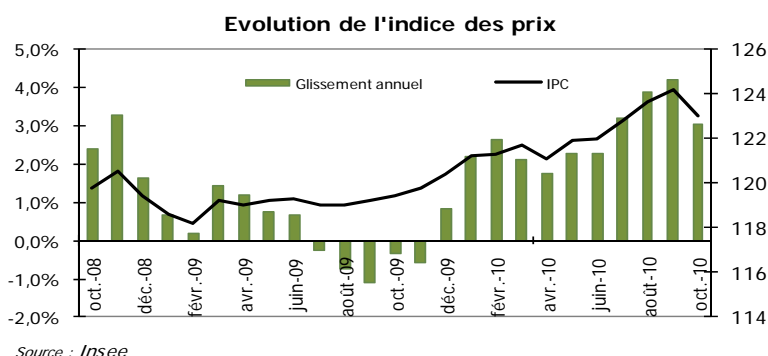
La nouvelle édition du mini-guide n° 6 de la Fédération bancaire française est disponible en téléchargement sur :

<http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S?OpenDocument>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

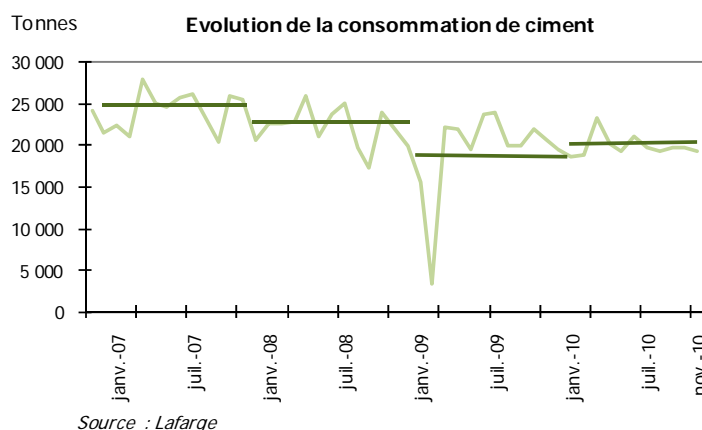
Baisse de 1 % des prix à la consommation en octobre

Après cinq mois de hausse consécutive, l'indice des prix à la consommation baisse de 1 % en octobre. Le recul des prix des produits manufacturés (-1,1 %) suite aux soldes, ainsi que la diminution des prix des services (-1,8 %) sous l'effet de la baisse des tarifs des transports aériens (-13,3 %) y ont contribué. L'inflation, qui atteint 3 % en glissement annuel, est plus marquée qu'en France entière (+1,6 %) et que dans les autres DOM, où la hausse maximale la plus importante est de 1,6 % à La Réunion. Ce différentiel concerne l'ensemble des produits, notamment l'énergie, l'alimentation et les services de transports. Hors énergie, l'indice des prix aurait progressé nettement moins vite, à +1,8 %.



La morosité perdue dans le secteur du BTP

La consommation de ciment baisse de 2,2 % en novembre à 19 259 tonnes. Depuis le début de l'année, elle s'élève à 218 660 tonnes, en hausse de 3 % par rapport à 2009, mais elle reste inférieure de 11 % à celle de 2008 : en deux ans, les ventes de ciment en vrac, utilisées pour les ouvrages publics, diminuent de 14 % et celles en sacs, destinées à la construction privée, de 7 %.



Les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel indiquent également une activité en retrait : en cumul à fin septembre 2010, le nombre d'attestations sur logements neufs et locaux s'élève à 4 004, soit -10,6 % par rapport à 2009.

Les chefs d'entreprises du BTP interrogés dans le cadre des enquêtes de conjoncture de l'IEDOM restent pessimistes pour les mois à venir : ils déplorent la rareté des appels d'offres du secteur privé et public et, faute de visibilité à moyen terme, prévoient de diminuer leurs effectifs et de retarder leurs projets d'investissements.

Publication du Bulletin économique du 3^{ème} trimestre

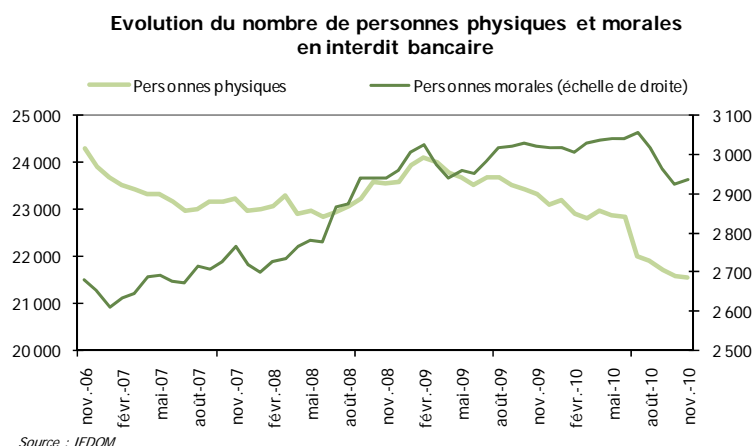
L'iedom Guadeloupe vient de publier son Bulletin économique du 3^{ème} trimestre, qui détaille une conjoncture en panne d'investissements. Dans un contexte qui reste difficile, la consommation des ménages montre des signes d'amélioration, mais l'investissement est en retrait tant du côté des entreprises que des particuliers.

Vous pouvez vous procurer ce bulletin, comme toutes les publications de l'IEDOM, en le téléchargeant librement sur notre site internet : <http://www.iedom.fr>

Légère amélioration de la vulnérabilité des agents

A fin novembre 2010, le nombre de personnes physiques (21 555) et de personnes morales (2 935) en interdit bancaire diminue respectivement de 7,6 % et de 2,8 % sur un an. Le nombre d'incidents de paiement sur effet (1 394) diminue de 4,2 % sur un mois mais reste en hausse de 6,2 % sur un an. Parallèlement, le nombre de retraits de cartes bancaires (424) augmente de 2,9 % sur un mois et de 11,6 % en glissement annuel.

En novembre, 45 dossiers ont été déposés auprès de la Commission de surendettement. Depuis le début de l'année, 314 dossier ont été reçus, soit 44 dossiers de plus qu'en 2009 à la même période (+ 16,3 %).



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Novembre 2010 : arrivée de la route du Rhum

La «Route du Rhum» est une course transatlantique en solitaire, de 3 510 milles entre Saint-Malo et Pointe-à-Pitre, qui a lieu tous les quatre ans au mois de novembre. Le départ de la neuvième édition a été donné à Saint-Malo le 31 octobre 2010 : 75 concurrents étaient engagés. Le vainqueur de l'épreuve, Franck Cammas, est arrivé à Pointe-à-Pitre le 9 novembre 2010. Les sommes dépensées localement par les visiteurs venus en Guadeloupe au cours des 2 dernières éditions (2002 et 2006) sont estimées à plus de 2M€ par la CCI Pointoise. L'événement bénéficie également d'importantes retombées médiatiques, susceptibles de relancer l'attractivité de la destination.

Arrivée de la TNT en Guadeloupe

Le 1^{er} décembre, à minuit, le passage au numérique dans tous les foyers guadeloupéens a été effectué. Le nouveau bouquet prévoit la suppression de la chaîne Tempo et l'apparition de nouvelles chaînes telles qu'Arte ou France2. Au total, 10 chaînes sont disponibles. Le groupement d'intérêt public (GIP) France Télé numérique a vu le jour afin de faciliter le passage au tout numérique avant le 30 novembre 2011. Il est chargé d'assister les téléspectateurs, de communiquer sur la TNT et d'aider financièrement les plus démunis à s'équiper.

ACTUALITE REGIONALE

L'ouragan Tomas génère d'importants dégâts dans la Caraïbe

L'ouragan Tomas a durement touché l'arc sud-antillais du 30 au 31 octobre et, contre toutes attentes, Haïti le 5 novembre. Il a causé 14 décès à Sainte-Lucie et 6 à Haïti. Dans le cadre de l'Urag (Union régionale des Antilles-Guyane), une aide financière à Sainte-Lucie a été mise en place. Cette enveloppe d'un montant de 240 000€ a pour but de financer le réapprovisionnement en eau potable et la fourniture de matériaux, d'outils de construction et d'équipements.

Elections mouvementées en Haïti

Malgré une série d'irrégularités et d'incidents violents, qui ont fait deux morts, les élections présidentielles et législatives du 28 novembre en Haïti ont été validées. Les résultats préliminaires du premier tour devraient être proclamés le 7 décembre et les résultats finaux le 20 décembre. Si aucun des 18 candidats à l'élection présidentielle ne franchit le seuil des 50 %, un second tour aurait lieu le 16 janvier.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France Octobre 2010	123,0	-1 %	4,2 %
Chômage <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A) Octobre 2010	52 420	-2,1 %	2,8 %
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€) Importations - (en M€) <i>Cumul à fin Septembre 2010</i>	125 1 545	- -	-7,9 % 9,0 %
Energie <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh Novembre 2010 <i>Cumul annuel</i>	35 426	-8,1 % -	-4,1 % 7,0 %
Créations d'entreprises <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées Octobre 2010 <i>Cumul annuel</i>	481 4 674	- -	-10,3 % 16,8 %
	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire Novembre 2010 Nombre de retraits de cartes bancaires Novembre 2010 <i>Cumul annuel</i> Nombre de dossiers de surendettement déposés <i>Cumul à fin Novembre</i>	21 555 424 5 277 314	-0,1 % 2,9 % - -	-7,6 % 11,6 % 16,1 % 16,3 %
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers € Novembre 2010 <i>Cumul annuel</i> - Nombre Novembre 2010 <i>Cumul annuel</i>	1 939 11 961 138 1 394	17,1 % - -4,2 % -	40,1 % -9,9 % 6,2 % -5,3 %
	LES INDICATEURS SECTORIELS	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties) Octobre 2010 <i>Cumul annuel</i>	117 779 1 536 505	8,9 % -	1,9 % 6,9 %
Trafic portuaire <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes) <i>Cumul à fin Octobre 2010</i> Nombre de passagers (entrées + sorties)	2 423 851 641 073	- -	3,1 % 0,9 %
Immatriculations <i>(Source : CGDD)</i>	Immatriculations de véhicules neufs <i>(VPN+VUN)</i> Novembre 2010 <i>Cumul annuel</i>	1 854 15 654	12,2 % -	- -7,0 %
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes) Novembre 2010 <i>Cumul annuel</i>	19 259 218 660	-2,2 % -	-6,2 % 3,0 %
Banane <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes) Septembre 2010 <i>Cumul annuel</i>	7 036 27 078	85,5 % -	66,9 % -25,1 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

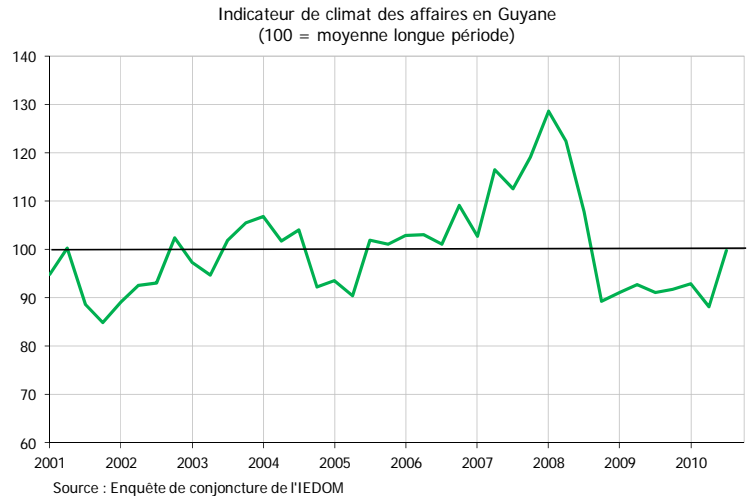
Moindre repli de l'activité

Le 3^{ème} trimestre est marqué par un net ralentissement de la dégradation de la conjoncture économique comme en témoigne l'évolution de l'indicateur du climat des affaires (ICA), qui progresse de 11,5 points sur le trimestre et retourne ainsi à sa moyenne de longue période. Cette remontée de l'ICA s'explique par une hausse de la quasi-totalité des soldes d'opinions.

Sur le trimestre, la consommation des ménages affiche un recul moins prononcé qu'au trimestre précédent. On relève également une moindre dégradation des prévisions d'investissements, essentiellement due au secteur de l'industrie pour lequel les prévisions progressent très fortement (quatre fois plus que le trimestre précédent).

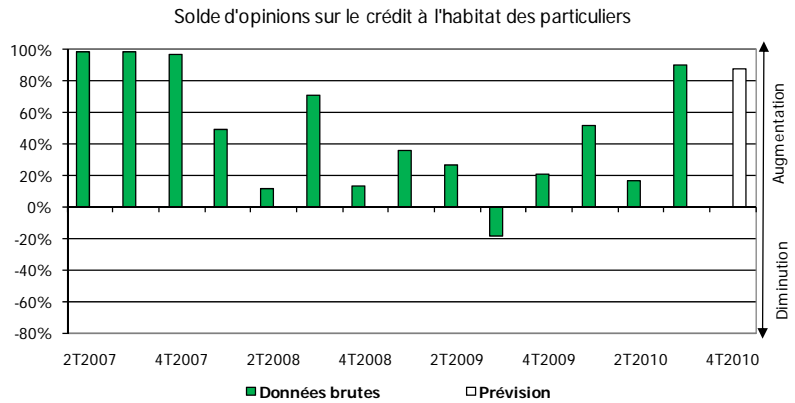
Le courant d'affaires reste cependant maussade sur plusieurs secteurs d'activité (agriculture, tourisme, commerce et services), contrastant avec la relative bonne tenue du BTP et de l'industrie.

Pour le quatrième trimestre 2010, les entrepreneurs interrogés semblent confirmer la tendance au rétablissement de leur courant d'affaires, après un point bas atteint au premier semestre.



Reprise de l'activité bancaire locale au 3^{ème} trimestre 2010

Après un premier semestre en demi-teinte, les résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM auprès des établissements de crédits locaux soulignent une reprise de l'activité bancaire au 3^{ème} trimestre 2010. Portée par une demande plus soutenue sur le segment de l'habitat, l'activité de crédits aux particuliers afficherait une amélioration significative. Concernant le financement des entreprises, les crédits d'équipement devraient enregistrer un net rebond qui, selon les prévisions des dirigeants du secteur bancaire, se confirmerait sur le 4^{ème} trimestre 2010.



Publication

Comme dans les autres départements et collectivités d'outre-mer, la dernière **note presse « Panorama de la Guyane »**, offrant une vision structurelle du département, ainsi que le **bulletin trimestriel de conjoncture économique n° 144** portant sur le **troisième trimestre 2010** sont disponibles.

Vous pourrez vous les procurer directement en les téléchargeant sur notre site Internet www.iedom.fr ou par simple demande à l'adresse : ETUDES@iedom-guyane.fr. Vous pouvez également vous abonner gratuitement à nos publications périodiques (bulletin trimestriel de conjoncture économique ou financière, lettre mensuelle...) au format PDF à la même adresse.

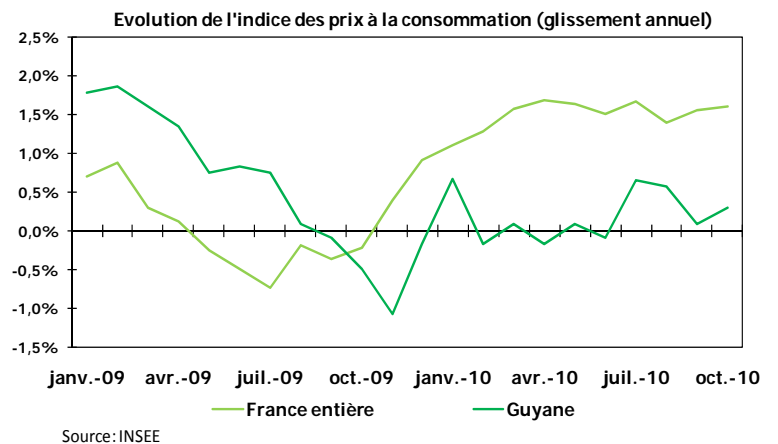
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

Sur le mois d'octobre 2010, l'indice des prix à la consommation ressort en légère hausse : par rapport au mois précédent, il progresse de 0,2 %. La hausse des prix des produits frais (+ 2,1 %) et des prix des transports et communications, qui augmentent après plusieurs mois de recul (+ 1,3 %), n'est que partiellement compensée par la légère baisse des prix des produits manufacturés (- 0,1 %).

Sur un an, l'indice enregistre une hausse de 0,3 %. Les prix de l'alimentation, particulièrement des produits frais (+ 11,2 %) augmentent fortement, ainsi que ceux de l'énergie (+ 4,6 %). Parallèlement, les prix des produits manufacturés et des transports et communications baissent (respectivement - 1,4 % et - 4,7 %).

Cette progression des prix reste nettement inférieure à celle du reste de la France sur un an : + 3,0 % à la Guadeloupe en glissement annuel, + 1,6 % à la Réunion et pour l'ensemble de la France, + 1,5 % à la Martinique ¹. Ce décalage s'explique à nouveau par une plus forte augmentation des prix pour le poste « énergie » sur la France entière, une moindre baisse sur le poste « transports », et une hausse sur le poste « produits manufacturés ».



¹ Mois d'octobre 2010, évolution en glissement annuel.

Emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégorie A) a reculé de 1,8 % en octobre par rapport au mois précédent, et atteint 16 283 demandeurs (données brutes). Cependant, sur un an, la progression continue : + 7,2 %. Alors que le chômage des jeunes² recule (-6,0 % sur le mois, après CVS), le chômage de longue durée³ progresse de 2,1 % (après CVS). Enfin, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle Emploi diminue significativement, tant sur le mois (- 30,5 %, données brutes) que sur l'année (- 11,0 %).

Consommation

En octobre 2010, les recettes d'octroi de mer (ménages et entreprises) cumulées depuis le début de l'année enregistrent une hausse de 3,3 % sur un an⁴ (contre + 4,9 % en moyenne à la même période entre 2005 et 2009), et s'établissent à 90,6 M€.

Commerce extérieur

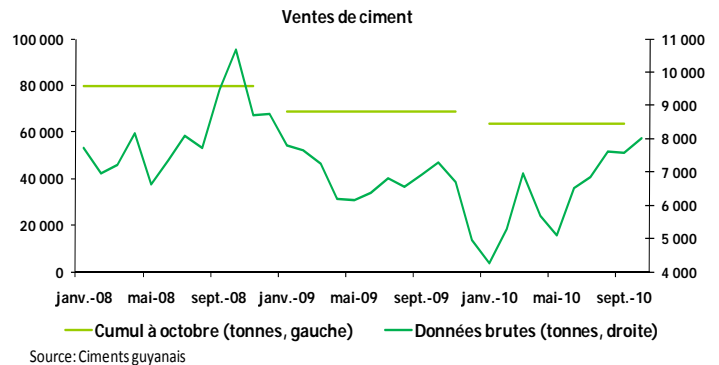
Cumulées à septembre, les importations totales enregistrent sur un an une augmentation de 11,9 % en valeur⁵. En parallèle, les exportations progressent de 48,0 % (sur la même période) suite à des réexportations liées au secteur spatial sur des postes tels que les « produits informatiques et électroniques ».

BTP

Les ventes de ciment repartent à la hausse au mois d'octobre, et progressent de 5,8 % sur le mois (+ 10,4 % sur l'année). En cumul sur les trois premiers trimestres, les volumes vendus restent encore inférieurs à ceux de l'an dernier (- 7,5 %), compte tenu d'un premier semestre difficile⁶.

Trafic aérien

En septembre 2010, le trafic aérien de passagers commerciaux⁷ en Guyane a diminué de 41,5 % sur le mois (+ 1,0 % sur un an), une chute traditionnelle à ce moment de l'année après les mouvements estivaux, et atteint 30 838 personnes. En cumul depuis le début de l'année, le trafic progresse de 5,9 %⁸ par rapport à 2009, confirmant sa bonne orientation en 2010.



Institutions

Le Président de la République a rencontré les élus de Guyane (élus locaux et parlementaires) afin de leur faire part des principales orientations retenues au sujet de la future assemblée unique guyanaise. Différents points ont été abordés :

- Nicolas Sarkozy souhaite accélérer le processus de mise en place de la collectivité unique, si possible dès 2012 (au plus tard en 2014) ;
- concernant le financement de la nouvelle collectivité, les dotations de l'Etat correspondront à la somme des dotations des anciennes collectivités, et les règles nationales (gel des dotations aux collectivités locales notamment) s'appliqueront à la Guyane. Une commission tripartite (Région, Département, Etat) devra évaluer les potentielles nouvelles charges ;
- une circonscription unique sera composée de plusieurs sections, afin de représenter la diversité démographique et territoriale de la Guyane. Le mode de scrutin envisagé serait proportionnel, avec une prime majoritaire ;
- l'assemblée sera composée de 51 élus, avec une « clause d'actualisation » suivant l'évolution de la population ;
- les compétences résulteront des actuelles compétences des Conseils général et régional. De plus, la Guyane pourra utiliser l'article 73 de la Constitution pour demander des habilitations supplémentaires.

Economie

Comme mentionné en page 1 de notre lettre, à la suite des décisions prises lors du Conseil Interministériel de l'Outre-mer de novembre 2009, les trois « commissaires au développement endogène » (Antilles, Guyane et Océan Indien) ont été officiellement présentés le 23 novembre 2010 par Marie-Luce PENCHARD. C'est M. Christian CLAUDON, ancien directeur général du Centre pour le Développement des Entreprises et consultant « secteur privé » auprès d'organisations internationales, qui a été nommé Commissaire pour la Guyane.

Carburants

L'arrêté préfectoral n°2205 du 29 novembre 2010 fixe, à compter du 1^{er} décembre 2010, le prix des carburants de détail à 1,41€ / litre pour l'essence (soit une hausse d'un centime), et 1,24€ / litre pour le gazole (soit une hausse de deux centimes). Cette décision s'inscrit dans le nouveau « système rénové d'administration des prix » des carburants, défini dans un décret du 8 novembre 2010. Ce système doit assurer une meilleure réactivité et une plus grande transparence des prix administrés par rapport au cours international du baril, avec des réévaluations mensuelles des prix.

Energies renouvelables

Dans le cadre du plan de développement des énergies renouvelables issu du Grenelle de l'Environnement, la Commission de Régulation de l'Energie a lancé un appel d'offres relatif à l'installation d'éoliennes terrestres en Corse et en Outre-mer. Celles-ci devront être dotées d'un système de stockage de l'énergie, et d'un dispositif de prévision de la production. L'objectif est d'atteindre le seuil de 50 % d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie d'ici 2020. En Guyane, l'appel d'offres concernera un projet d'une capacité installée de 15 Mégawatts.

² Demandeurs d'emploi de moins de 25 ans.

³ Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an, catégories A, B et C.

⁴ Sur le mois d'octobre uniquement, elles augmentent de 13,3 % par rapport à septembre 2010, mais diminuent de 11,9 % en glissement annuel.

⁵ Augmentation portée principalement par la progression du poste « produits informatiques, électroniques et optiques », due aux imports du secteur spatial, et des postes « produits agroalimentaires » et « produits pétroliers ».

⁶ En raison notamment de la fermeture du pont du Larivot.

⁷ Passagers entrés+sortis+transit, sur les vols internes et externes.

⁸ Contre une baisse moyenne de 0,5 % à la même période sur les 5 dernières années.

Secteur aurifère

Dans le cadre de la loi de finances 2011, l'Assemblée Nationale a adopté à l'unanimité un amendement, soutenu entre autres par la députée Christiane Taubira, qui vise à rendre applicable en Guyane une loi sur la traçabilité de l'or. Depuis 1971, cette loi était applicable en métropole et dans les DOM, sauf en Guyane. Elle a pour objectif d'assurer une meilleure traçabilité de l'or, en imposant un poinçon de garantie pour tout or produit et exporté depuis la Guyane.

Secteur spatial

Le 26 novembre 2010, lors de son 54^{ème} lancement, Ariane 5 a mis en orbite deux satellites de télécommunications : INTELSAT 17, pour l'opérateur international INTELSAT, et HYLAS 1, pour le nouvel opérateur européen Avanti Communications. Fin novembre 2010, 10 satellites ont été lancés par Ariane 5, pour 5 tirs. Le prochain lancement est prévu pour le 21 décembre 2010.

Filière bois

Les professionnels de la filière bois guyanaise ont établi une « Charte de l'exploitation forestière à faible impact », qui vise à diminuer l'impact des activités forestières sur la forêt, dans ses dimensions environnementale, économique ou sociale. Des références et des bonnes pratiques ont été établies, afin d'assurer le respect de la biodiversité, des patrimoines écologiques et culturels et des peuples forestiers. Cette charte implique également une parfaite traçabilité du bois et l'assurance de bonnes conditions de travail pour les ouvriers forestiers. Un « comité de suivi de la charte » a été établi et le respect de ces normes sera évalué par des organismes tiers. Plus généralement, la mise en place de cette charte s'inscrit dans la démarche de certification qu'a entamée la filière bois guyanaise. L'objectif est d'obtenir deux grands labels de certification de gestion durable, les labels PEFC et FSC⁹, aux alentours de 2012.

ACTUALITES REGIONALES

Brésil

Pour la première fois, une délégation commerciale guyanaise s'est rendue à Rio de Janeiro et Sao Paulo du 6 au 11 novembre 2010, à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Guyane et d'Ubifrance. L'objectif était de mettre en valeur les entreprises guyanaises –au travers, par exemple, de la construction d'une dorsale hertzienne terrestre entre l'Amapa et la Guyane- et, à terme, de renforcer l'intégration de la Guyane dans son environnement régional.

Suriname

Un accident s'est produit dans une mine d'or de Langatabbetje, sur le site d'une concession de l'entreprise Surgold, non loin du fleuve Maroni. Plusieurs mineurs ont péri à la suite d'un effondrement d'une galerie. L'entreprise avait auparavant quitté les lieux pour des raisons de sécurité, le site était exploité par des orpailleurs illégaux.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent**	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – octobre 2010 (Indice base 100 : année 1998)	121,5	-0,2 %	+0,3 %
Emploi (Sources : DDTEFP et Pôle emploi)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin octobre 2010 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin octobre 2010	16 283 6 603	- 1,8 % - 0,7 %	+ 7,2 % + 12,4 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin octobre 2010 Cumul 2010 des prestations nettes versées	10 240 53,1 M€	-2,2 %	- 5,0 % - 0,6 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)*	Exportations – septembre 2010 Cumul 2010 Importations - septembre 2010 Cumul 2010 Taux de couverture en cumul - à fin septembre 2010	7,7 M€ 124,2 M€ 85,4 M€ 765,3 M€ 16,2 %	-33,2 % - 0,2 %	- 34,1 % + 48,0 % + 14,2 % + 11,9 % + 4,0 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Spatial (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin novembre 2010 Rappel cumul à fin novembre 2009	5 tirs Ariane 5 (10 satellites) 6 tirs Ariane 5 (11 satellites)
Riz (Sources : DAF Guyane et Douanes)*	Production de riz (1 ^{ère} tranche 2010) Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (cumul à fin septembre 2010)	3 724 tonnes (+ 87,4 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 4 311 tonnes (+ 28,5 % sur un an) pour 1,41 M€ (- 6,0 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – octobre 2010 Cumul 2010	8 029 tonnes (+ 10,4 % sur un an) 63 859 tonnes (- 7,5 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douanes)*	Prises de crevettes (cumul à fin juin 2010) Exportations de crevettes (cumul à fin septembre 2010)	623,7 tonnes (- 31,7 % sur un an) 659,1 tonnes (- 25,6 % sur un an)
Or (Source : Douanes)*	Exportations d'or (cumul à fin septembre 2010)	20,8 M€ (+ 21,8 % sur un an)
Bois (Source : ONF)	Grumes sorties de forêt (cumul à fin septembre 2010)	29 302 m ³ (- 44,0 % sur un an)

* données provisoires

**variations mensuelles des données brutes, non corrigées des variations saisonnières

⁹ PEFC : « Programme de reconnaissance des certifications forestières », label européen. FSC : « Forest Stewardship Council », label anglo-saxon.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

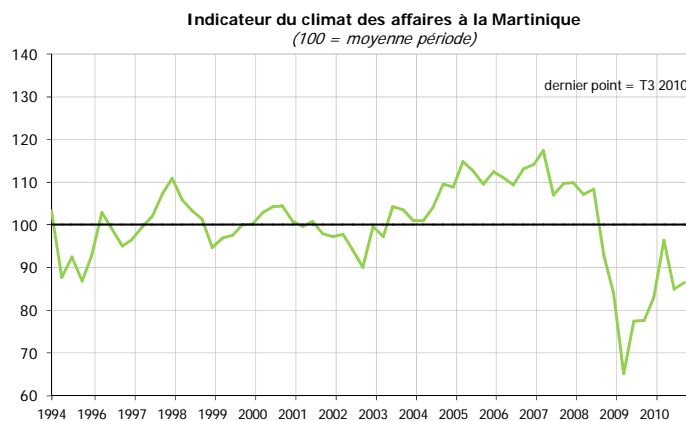
Au 3^{ème} trimestre, le climat des affaires s'améliore

Au troisième trimestre 2010, l'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse légèrement (+1,5 point) après le fort recul enregistré le trimestre précédent (-11,3 points). Sur un an, l'ICA se redresse mais reste encore situé en deçà de sa moyenne de longue période (-13,5 points). Les soldes d'opinion relatifs au passé et au futur participent à cette amélioration. Il est cependant trop tôt pour parler de reprise, il s'agit plutôt d'une inflexion.

La consommation montre quelques signes de reprise en dépit des difficultés de trésorerie des ménages et de la dégradation du marché de l'emploi.

L'investissement des entreprises reste incertain et peine à retrouver le chemin de la croissance. L'activité du secteur du BTP, durablement déprimée, pèse sur l'industrie et le commerce.

Dans ce contexte, les prévisions de reprise pour le quatrième trimestre sont encore mitigées pour les entrepreneurs.



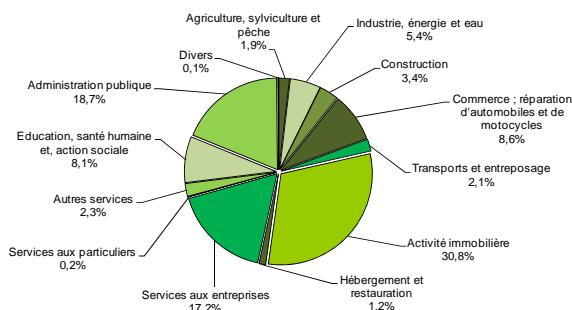
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Risques à fin septembre 2010 : infléchissement du rythme de croissance annuel et contraction de l'encours trimestriel

Au 30 septembre 2010, l'encours des crédits aux entreprises et aux collectivités recensés par le Service central des risques de la Banque de France atteint 5,5 milliards d'euros à la Martinique, soit une diminution de 1,8 % sur le trimestre et une progression de 2,8 % sur l'année. Deux secteurs, **l'agriculture et le commerce**, confirment la croissance de leurs encours enregistrée à partir de mars 2010, avec une hausse respective de 14,5 % et 3 % au 3^{ème} trimestre.

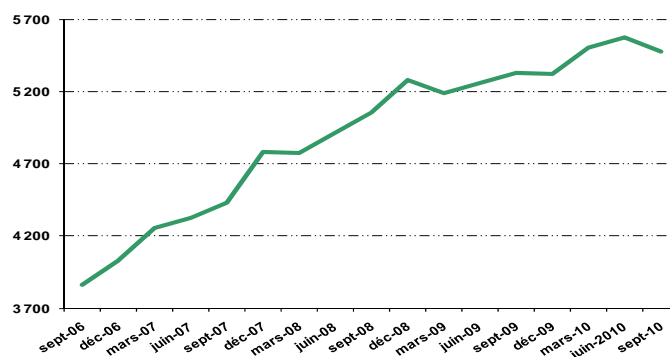
Pour leur part, les engagements en faveur des **autres services**, dont les variations sont irrégulières sur un an, s'accroissent de 12,4 % par rapport à juin. Ceux, en faveur de l'éducation-santé et du transport affichent une hausse plus modeste (respectivement + 2,1 % et + 1,5 %). Les autres secteurs-phares de l'échantillon : **l'activité immobilière, les services aux entreprises et l'administration publique** qui concentrent plus des deux tiers de l'encours total, connaissent une érosion de leurs engagements (- 3,2 % globalement, dont - 3,7 % pour les seuls services aux entreprises) ; **l'industrie-énergie eau** est en nette baisse (- 7,2 %), cette dernière est moins marquée pour les **services aux particuliers** (- 3,7 %) et **la construction** (- 2,7 % après - 3,3 %).

Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2010



Source : Banque de France

Evolution de l'encours trimestriel des risques



Source : Banque de France

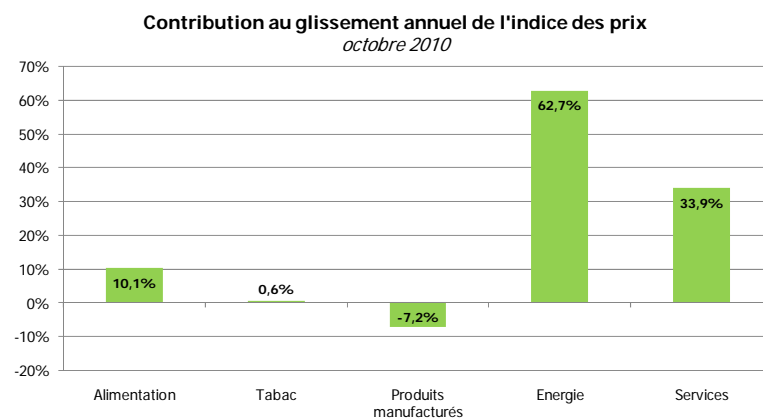
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Inflation : légère décélération des tensions inflationnistes

A fin octobre 2010, l'indice des prix à la consommation progresse de +1,5 % en glissement annuel, après +1,9 % un mois plus tôt.

Cette progression est portée par le prix de l'énergie en hausse de 10,8 % sur un an. Les prix des services et de l'alimentation sont également revues à la hausse respectivement à +1,2 % et +0,9 % sur un an. Les produits manufacturés bénéficient en revanche d'une baisse sur la période (-0,4 %).

Dans les autres géographies, les tensions inflationnistes sont hétéroclites. En Guadeloupe, l'inflation atteint 3,0 %, tandis qu'à la Réunion comme en Métropole, elle s'affiche à 1,6 %. Les prix restent en revanche stables en Guyane (+0,3 %).



ACTUALITE REGIONALE

Visite de la Ministre de l'Outre mer.

Le 18 novembre dernier, la Ministre de l'Outre mer s'est rendue en Martinique pour l'inauguration des locaux de l'ADOM (Agence de l'Outre Mer pour la Mobilité). Une prochaine visite est prévue en décembre pour faire notamment un point d'avancement sur les mesures du CIOM.

Budget

Mercredi 1er décembre, le Sénat a adopté le budget de l'Outre Mer. L'enveloppe des crédits de paiement pour l'exercice 2011 s'élève à 1,98 milliard d'euros, en baisse de -2,3 %, dans un contexte budgétaire national tendu.

Essence

Suite à l'application du décret n°2010-1332 du 8 novembre dernier, qui régleme l'évolution des prix des produits pétroliers dans les DFA en fonction des cours sur le marché mondial, les tarifs de l'essence, du gazole et du gaz ont été relevés au 1er décembre (1,31€/L pour l'essence, 1,08€/L pour le gazole et 21€ pour la bouteille de gaz).

Télévision Numérique Terrestre (TNT)

Le mardi 30 novembre, la TNT a été déployée. La chaîne Tempo a été supprimée et RFO a été remplacée par Martinique 1ère. La TNT permet la réception de 10 chaînes gratuites en Martinique, dont les chaînes de France Télévision et Arte.

Energie thermique des mers

La Région et la société DCNS ont signé une convention destinée à examiner les conditions de la mise en place d'une centrale pilote d'énergie thermique des mers. L'étude de faisabilité a débuté pour une durée de 6 mois et pour un montant de 2M€.

Tourisme

Selon l'étude d'un cabinet d'expertise comptable portant sur 17 établissements (hôtels 3*, 4* et 5*), le secteur hôtelier affiche une dette fiscale et sociale de 20M€ à fin juin 2010, en hausse de 62 % par rapport à fin septembre 2009. La saison qui débute devrait néanmoins être meilleure, avec un taux de réservation déjà supérieur à celui de l'année dernière.

INDICATEURS DE REFERENCE

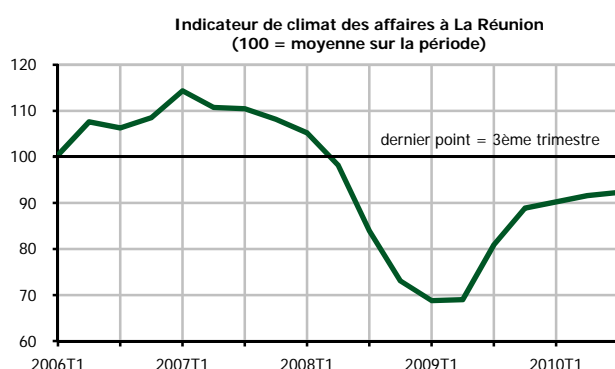
			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- octobre 2010	123,5	-0,4 %	+1,5 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- octobre 2010	40 125	-2,5 %	+0,4 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- octobre 2010	24,4 %		+0,1 point
Allocation Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- octobre 2010	14 245	+0,3 %	+0,7 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- octobre 2010	28 877	+0,3 %	+2,7 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€)	- septembre 2010	218,6	-2,7 %	52,6 %
	Exportations (en M€)	- septembre 2010	26,6	+55,5 %	-0,2 %
	Taux de couverture mensuel:		12,2 %		-6,4 points
Grande distribution (source : DRCCRF)	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990)	- septembre 2010	263	-6,7 %	+0,1 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- septembre 2010	358,7		+11,5 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- octobre 2010	18 080	-0,8 %	-3,6 %
	Retrait de cartes bleues (cumul)	- octobre 2010	6 014	-	+17,5 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- octobre 2010	100 819	+13,8 %	+2,0 %
		- cumul annuel	1 302 795		+3,9 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- octobre 2010	93	-58,8 %	-93,5 %
		- cumul annuel	57 119		+83,8 %
Construction (source : Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- octobre 2010	16 663	+4,1 %	-14,9 %
		- cumul annuel	166 265		-0,5 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- octobre 2010	996	-5,9 %	+9,7 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- octobre 2010	157	-22,3 %	-10,3 %
	Cumul annuel (VPN + VUN)		10 443	-	-9,0 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

L'activité économique en légère progression



Source : enquête de conjoncture IEDOM (données trimestrielles - CVS)

Après avoir fortement progressé au second semestre 2009, l'indicateur de climat des affaires (ICA) évolue plus lentement depuis le début de l'année. Le troisième trimestre 2010 s'inscrit dans cette tendance. Les évolutions à l'échelle sectorielle sont contrastées : l'activité se contracte ou ralentit dans l'agriculture, l'industrie manufacturière et le BTP, tandis qu'elle reste dynamique dans les services marchands.

Le bulletin économique du troisième trimestre 2010 est disponible sur le [site de l'edom](#).

Les effets de la loi Lagarde sur les indicateurs de vulnérabilité des ménages

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages liés à l'utilisation de moyens de paiement s'améliorent au troisième trimestre 2010. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire diminue de 5,7 % par rapport au trimestre précédent (- 3,3 % sur un an). On enregistre également un recul de 13,7 % du stock d'incidents sur paiement par chèque (- 13,0 % en glissement annuel). L'amélioration de ces indicateurs est permise par les nouvelles conditions de radiation du fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France. En effet, depuis le 2 juillet 2010, l'émetteur d'un chèque sans provision n'a plus à acquitter de pénalités libératoires en complément de la régularisation de la somme due pour obtenir sa radiation du FCC.

Une hausse des encours de crédit aux entreprises notamment sur les TPE

Les encours de crédit issus du Service Central des risques (SCR) progressent de 2,8 % à fin septembre 2010 sur un an. Cette hausse est tirée par le financement des très petites entreprises (+ 7,2 %) et des activités immobilières (+5,1 %).

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

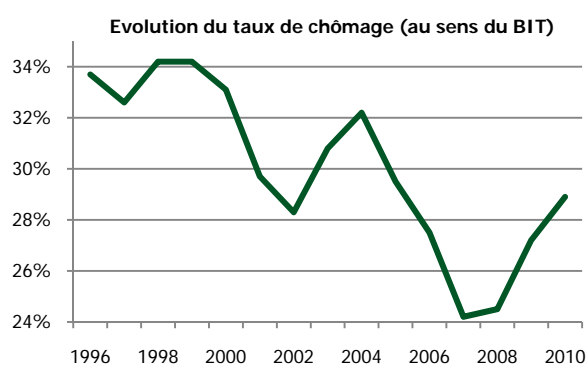
		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la consommation IPC France entière	124,0	- 0,1 %	+ 1,6 % + 0,1 %
RMI + RSO (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO Cumul des prestations versées (millions d'€)	72 895 330,3	+2,4 %	+ 1,5 % + 1,9 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'€)	3 343	-	- 1,8 %
	Exportations (en cumul - millions d'€)	225	-	+ 11,3 %
	Taux de couverture	6,7 %	-	+ 0,8 pt
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie (anciennement cat 1+ cat 2 + cat 3 hors activité réduite)	112 898	+ 2,2 %	+ 12,7 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic maritime (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes)	Septembre 2010	301 842	- 27,5 %	- 5,8 %
	Cumul 2010		3 075 979	-	+ 5,8 %
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Octobre 2010	192 614	+41,9 %	+ 15,0 %
	Cumul 2010		1 659 989	-	+ 11,3 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (millions d'euros)	Septembre 2010	1,2	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (millions d'euros)	cumul Sept.	18,3	+5,2 %	- 9,8 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Septembre 2010	10,6	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (milliers de tonnes)	cumul Sept.	254,2	+3,3 %	+ 0,3 %
	Effectifs salariés du BTP	Septembre 2010	17 368	+ 0,7 %	- 9,5 %

Le chômage en hausse en 2010

Selon les résultats de l'enquête emploi réalisée par l'Insee au cours du deuxième trimestre 2010, la population active



source: INSEE - Enquête emploi

s'est accrue de 5,2 % en un an. Un peu plus du tiers de cette croissance provient de l'augmentation du nombre d'actifs occupés : 5 000 emplois supplémentaires au deuxième trimestre 2010, dont 54 % d'emplois salariés. Parmi ces derniers, la forte augmentation d'emplois aidés dans les collectivités a permis de compenser les pertes d'emplois dans le secteur marchand.

Avec une progression du nombre de chômeurs de 11,6 % sur un an, soit plus de 10 000 personnes supplémentaires, le taux de chômage s'établit à 28,9 %, en augmentation de 1,7 point par rapport au deuxième trimestre 2009.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Bilan à mi-parcours des fonds européens 2007-2013

Le comité national de suivi des fonds européens s'est tenu à La Réunion. Il a évalué les réalisations et assuré la révision à mi-parcours de la programmation des opérations au titre de l'objectif de convergence. Entre 2007 et 2013, l'Europe s'engage à aider l'île à hauteur de 1,9 milliard d'euros (infrastructures, routes, formations, pêche, etc.). Ce montant est également abondé de 960 millions d'euros de contreparties provenant de l'État, de la Région et du Département.

Signature d'un accord-cadre entre la SIDR et Apavou pour l'acquisition de logements

Un accord de vente en état futur d'achèvement (VEFA) a été signé entre un promoteur immobilier - ALOGIA (Filiale du groupe Apavou) et un bailleur social - la SIDR. Cette signature permettra l'acquisition par la SIDR de 800 logements sociaux en quatre ans. La résidence Anthura actuellement en construction (105 logements) à Saint-André est la première opération concernée.

Le livret d'épargne, premier produit financier des réunionnais

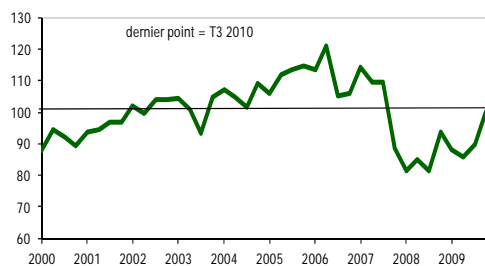
Les résultats de la première enquête Patrimoine à La Réunion réalisée par l'Insee montre que le livret d'épargne est le produit financier le plus répandu à La Réunion en 2010. Trois ménages réunionnais sur quatre détiennent cette forme d'épargne. Cette prédominance s'explique par le caractère liquide et peu risqué de ce type de placement. Le taux de détention reste néanmoins moins élevé qu'en France métropolitaine (85 %). L'immobilier constitue une autre composante importante du patrimoine des réunionnais. Près de six ménages sur dix sont en effet propriétaires de leur résidence principale. L'assurance-vie est également une épargne prisée. Elle est détenue par 19,3 % des ménages réunionnais (contre 34,7 % en métropole). L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Coopération entre La Réunion et l'État d'Australie du Sud

Le président de la Région Réunion et le premier ministre de l'État de l'Australie méridionale ont signé un accord d'intention afin de permettre le développement des échanges entre les deux îles dans différents domaines (économie, éducation et culture). Concernant le développement économique, les énergies renouvelables notamment le photovoltaïque ont été identifiées comme éléments moteurs de cette collaboration.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Indicateur de climat des affaires à Mayotte
(100 = moyenne de longue période)



Amélioration du climat des affaires au 3^{ème} trimestre

L'indicateur du climat des affaires (ICA) est en nette progression au troisième trimestre 2010 (+10,3 points), revenant ainsi à sa moyenne de longue période. La composante future, en particulier les soldes relatifs aux effectifs prévus et à l'investissement, explique plus de 80 % de cette forte hausse.

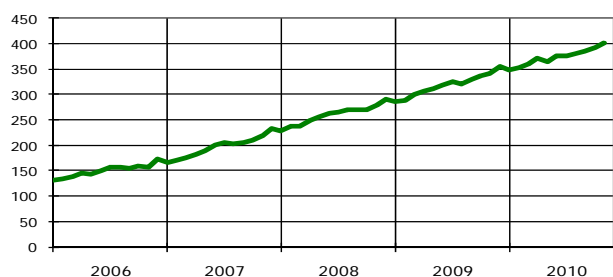
Les perspectives sont plus favorables en dépit d'un 3^{ème} trimestre marqué par de multiples mouvements sociaux ayant paralysé durant plusieurs semaines l'activité économique de l'île. Cela a été d'autant plus préjudiciable que les mois de juillet à septembre correspondent à la saison de haute fréquentation touristique et à une période importante de consommation (grands mariages, festivités du ramadan, préparation de la rentrée scolaire, arrivée des nouveaux fonctionnaires).

Les émissions nettes

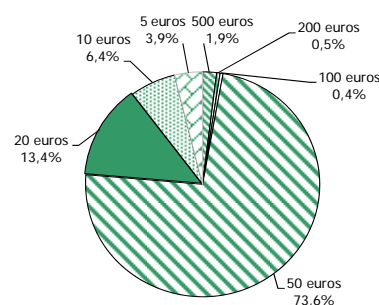
Au 30 novembre, l'évolution mensuelle des émissions nettes de billets en valeur s'inscrit en hausse de 2,6 % (après +1,9 % le mois précédent) et franchit le seuil des 400 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre progressent également : +3,1 %, après +0,8 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit ainsi à 7,8 millions au 30 novembre 2010.

L'augmentation en valeur de la masse monétaire théorique, associée à un accroissement plus marqué du nombre de billets en circulation réduit quelque peu (-0,30 €) la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île, à 51,3 €.

Emissions nettes cumulées de billets, en millions d'euros

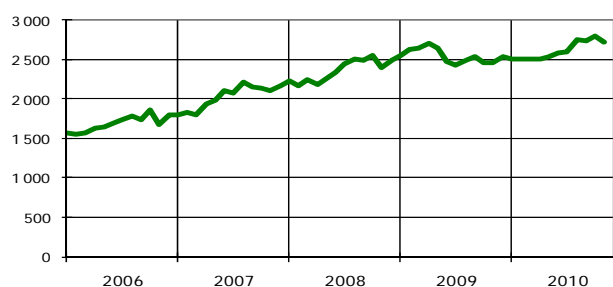


Répartition des billets en volume

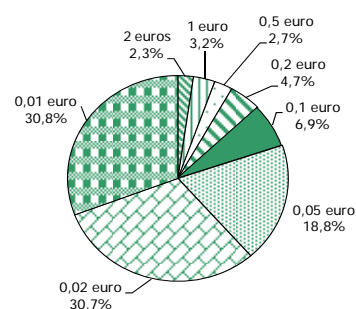


Après avoir culminé à 2,8 millions d'euros fin octobre 2010, les émissions nettes de **monnaie métallique** diminuent de 2,7 % en valeur en novembre. Le nombre de pièces en circulation atteint 21,7 millions d'unités. La répartition des pièces laisse toujours une part prépondérante aux monnaies divisionnaires. Parmi elles, les « pièces rouges » représentent environ 80 % des pièces émises en nombre et 15 % de leur valeur.

Emissions nettes cumulées de pièces, en milliers d'euros



Répartition des pièces en volume



BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Ministère – Visite de Marie-Luce Penchard

La ministre chargée de l'Outre-mer a effectué une visite à Mayotte le 28 novembre, après le vote définitif par le parlement de deux lois organisant le nouveau département en mars 2011. Elle a inauguré les premiers logements locatifs sociaux de Mayotte.

Publication au Journal Officiel de novembre de plusieurs décrets propres à Mayotte

Le décret n° 2010-1315 publié au Journal Officiel (JO) du 4 novembre étend à Mayotte les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives aux prêts et subventions pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs aidés.

Le décret n° 2010-1326 publié au JO du 7 novembre porte sur la revalorisation du montant du plafond de cotisations de sécurité sociale qui passe ainsi de 912 euros à 1 070 euros.

Le décret n° 2010-1352 publié au JO du 11 novembre fixe la quote-part de la Collectivité de Mayotte pour le Fonds intercommunal de péréquation : elle s'élève à 45 millions d'euros, soit 20 % de l'assiette nette.

Le décret n° 2010-1400 publié au JO du 16 novembre introduit à Mayotte l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et à l'allocation pour adulte handicapé. Les demandeurs doivent résider à Mayotte depuis au moins un an et présenter un taux d'incapacité d'au moins 80 % reconnu par la commission des personnes handicapées.

Pêche- Inauguration de la Halle des pêcheurs de M'tsapéré

La Halle des pêcheurs de M'tsapéré dont les travaux ont démarré en avril 2008 a été inaugurée le 5 novembre en présence de nombreuses personnalités locales et nationales. Cet établissement destiné à la commercialisation des produits de la pêche, a coûté plus de 885 000 euros dont 107 000 euros ont été destinés à la création de la route d'accès.

Tourisme – Reprise des activités des croisiéristes

Les problèmes d'organisation (en matière d'accueil des croisiéristes) qui avaient opposé les acteurs du tourisme à Mayotte en 2009 s'étaient traduits par une baisse importante de la fréquentation des bateaux de croisière en 2009. Un plan d'action destiné à regagner la confiance des croisiéristes et à améliorer leur accueil a été élaboré par le Comité du tourisme en partenariat avec les services du Conseil général et de la Préfecture. Ainsi, le 22 novembre, le premier navire de la saison 2010-2011 transportant 143 passagers européens (allemands, belges, hollandais et suisse) a fait escale à Mamoudzou. Le MS Bremen est un navire 4 étoiles d'une capacité d'accueil de 164 passagers. Quelque 110 passagers sont descendus à terre et ont visité plusieurs sites touristiques (lac Dziani, écomusée du sel et de la vanille, le jardin botanique de Coconi ou les plages du sud). Le Columbus, d'une capacité d'accueil de 400 passagers, et le Nautica (600 passagers) feront escale dans l'île en décembre 2010.

LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		sept.-10	112,0	0,4%	3,0%
Chômage (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi		sept.-10	11 429	13,0%	7,5%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-10	26 846	-11,5%	-14,6%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	sept.-10	277 174	10,7%	2,4%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-10	131	-86,4%	-55,6%
		cumulées	sept.-10	7 482	1,8%	90,6%
	Taux de couverture	mensuels	sept.-10	0,49%	-2,69 pt	-0,45 pt
		cumulés	sept.-10	2,70%	-0,24 pt	1,25 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	sept.-10	424	-32,1%	7,1%
		cumulés	sept.-10	4 355	-	23,8%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	sept.-10	19 735	-24,6%	17,6%
		cumulés	sept.-10	210 910	-	14,9%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	sept.-10	39,7	10,6%	37,0%
		cumulés	sept.-10	404,9	-	37,0%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	sept.-10	4 738	-58,8%	-70,5%
		cumulées	sept.-10	61 886	-	-16,8%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		sept.-10	36 748	0,7%	5,8%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	sept.-10	15 688	-29,2%	-17,6%
		cumulées	sept.-10	177 889	-	9,7%
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	nov.-10	68	0,0%	11,5%
		cumulés	nov.-10	774	-	-1,1%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	nov.-10	12	0,0%	-52,0%
		cumulés	nov.-10	179	-	3,5%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	sept.-10	6	-11,2%	-17,5%
		cumulés	sept.-10	46	-	-36,4%
	- en milliers euros	mensuelles	sept.-10	40	-11,4%	-11,4%
		cumulées	sept.-10	308	-	-33,8%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/10)				
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

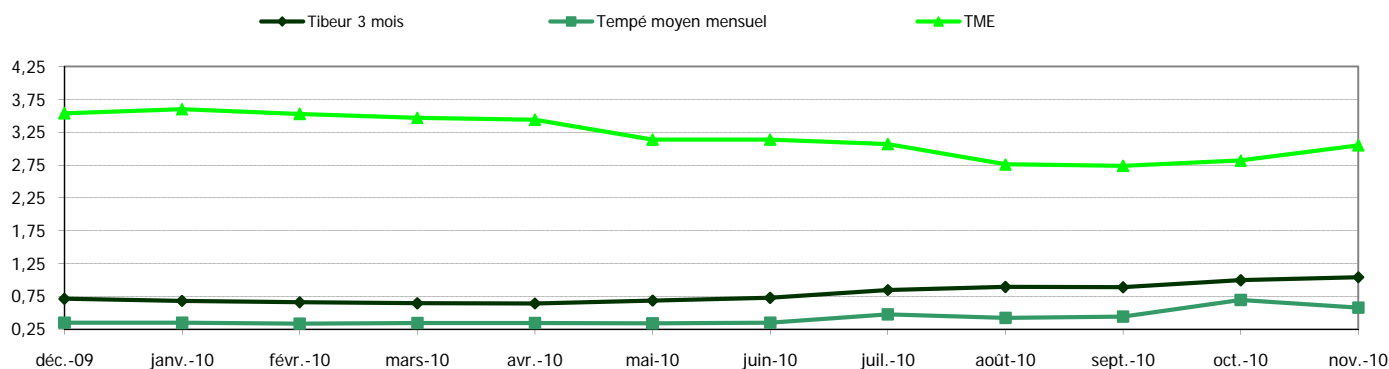
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Novembre 2010)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,4199%	0,4431%	0,6967%	0,5777%	0,8330%	1,0420%	1,2690%	1,5400%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Août	Septembre	Octobre	Novembre
2,76%	2,74%	2,82%	3,05%	2,96%	2,94%	3,02%	3,25%

Taux de l'usure (applicable à partir du quatrième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		5,60%			
Prêts à taux variable		5,05%			
Prêts relais		6,27%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,32%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,32%	Découverts en compte (1)		13,59%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,15%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

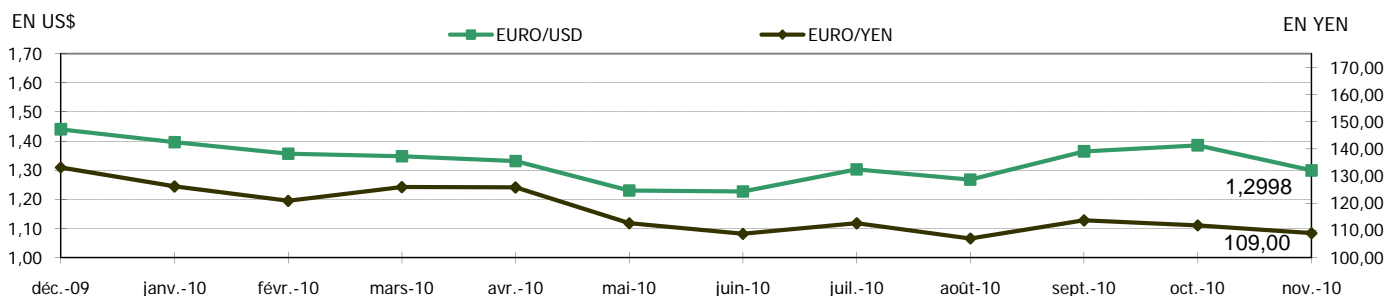
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2998	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,2714	EURO/SRD (Surinam)	3,58110
EURO/JPY (Japon)	109,0000	EURO/BWP (Botswana)	8,83210	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,33500
EURO/CAD (Canada)	1,3306	EURO/SCR (Seychelles)	16,0436	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,5861
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83770	EURO/MUR (Maurice)	39,0691	EURO/BBD (La Barbade)	2,60900
EURO/SGD (Singapour)	1,7219	EURO/BRL (Brésil)	2,2373	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,29660
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,0979	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,38760	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2654,65	EURO/XCD (Dominique)	3,5221	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK

Directeur et responsable de la publication : Y. BARROUX

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 8 décembre 2010 - Dépôt légal : décembre 2010 - ISSN 1284-4438